

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°14840 PORTANT
RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET
INTERDICTION DE STATIONNER AVENUE JOFFRE
DU 18 MARS 2024 AU 31 MAI 2024**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1, R411-25 à R 411-28, et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 05 mars 2024 par laquelle **Monsieur [REDACTED] 11 avenue Joffre – 94700 MAISONS-ALFORT**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour des livraisons de matériaux de construction, du 18 mars 2024 au 31 mai 2024,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et d'interdire le stationnement avenue Joffre au droit du n°11 dans le cadre de livraison de matériaux de construction, du 18 mars 2024 au 31 mai 2024.

A R R E T E :

Article 1 –

Du 18 mars 2024 au 31 mai 2024, la circulation sera ponctuellement restreinte lors de la livraison et le stationnement sera interdit sur 30 mètres linéaires avenue Joffre au droit du n°11 pour le motif suivant : livraison de matériaux de construction.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'intervention par **Monsieur [REDACTED] [REDACTED] 11 avenue Joffre – 94700 MAISONS-ALFORT** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par Monsieur **[REDACTED] – 11 avenue Joffre – 94700 MAISONS-ALFORT** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 07 mars 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 07/03/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 08/03/2024